



Palestine

NLA revient sur la situation endurée par le peuple palestinien et l'engagement des communistes pour la paix et la libération des prisonniers politiques

P 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique *nla*

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 891

6 mai 2010

prix : 0,70 €

Retraites - Salaires Emploi



**1^{er} mai :
Un avertissement
pour le gouvernement !**

■ **Presidentielles 2012**

Comment l'offre pléthorique de candidats laisse de côté la question des projets politiques ?

P 2

■ **Retraites**

Un calendrier de négociations le plus court possible pour passer en force.

P 3

■ **1^{er} Mai**

Une fête du travail unitaire.

P 5

■ **Urbanisme**

Quand l'emballage immobilier transforme la ville.

P 6

■ **Conditionnalité des aides publiques**

Véronique MAHÉ, conseillère régionale des pays de la Loire : « L'octroi d'aides publiques doit intégrer des critères sociaux et environnementaux et doit être conditionné à la garantie de l'emploi ».



P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique *nla*

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante :

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique !

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00 ou redac.nla@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Un scandale d'état

En 1995, Nicolas Sarkozy était ministre du budget d'un certain Edouard Balladur aujourd'hui impliqué jusqu'au cou dans une sale histoire de pots de vin. **Une bagatelle portant sur quelques 216 millions de francs** qui devaient être versés en l'échange de sous-marins destinés au Pakistan. Une bien sale affaire qui pourrait dans les prochaines semaines faire de grosses vagues dans les plus hautes sphères de l'état et en éclabousser plus d'un à droite.



De l'argent sale !

Une partie de ces sommes auraient servi au financement de la campagne électorale des présidentielles du cher Edouard qui était souvenons-nous en, **soutenu activement par le Petit Nicolas**. 10 millions de francs, pour lesquels, l'ex trésorier de campagne de Balladur dit ne pas se souvenir, sauf... « Que ces rentrées financières provenaient des collectes effectuées dans les meetings électoraux »...

A propos d'argent

Alors que salariés et retraités voient leurs revenus fondre, **les 0,01% les plus riches comprenant les bonzes du CAC 40 disposaient en moyenne en 2007 de 1,5 millions d'euros de revenu d'activité** auquel s'ajoute un autre million de revenu du patrimoine et un peu moins de 600 000 euros de revenus exceptionnels. De tels chiffres officiels donnent quelques idées quand on discute des retraites vous ne croyez pas ?

Faillite grecque

Premier pays européen, car malheureusement d'autres vont être touchés, la Grèce est au bord de la banqueroute avec un déficit national catastrophique. **Victime du système libéral mondial, le peuple grec est soumis à des pressions sans nom** et va payer cher une situation pour laquelle il ne porte aucune responsabilité. L'Europe et le FMI exigent de nouvelles mesures drastiques au lieu de se pencher au chevet du malade. La finance internationale commande...

L'usurière de Bercy

Les propos de Christine Lagarde sont éloquentes sur les intentions françaises pour aider le peuple grec. La France va prêter immédiatement 3,9 millions d'euros qui ont été empruntés à un taux de 1,5 % sur 3 ans. Mais les grecs devront eux payer un taux de remboursement à la France de 5 % soit un petit profit de 150 millions d'euros au passage. **Quelle solidarité d'usurier dans une Europe qui se voulait l'union des peuples.**

Point de vue

par Aymeric SEASSAU

Il n'y a plus de mots pour définir la stratégie du gouvernement. Aveugle face à la sanction politique des régionales, sourd à la colère sociale, le chef d'orchestre du pouvoir de droite continue de gesticuler et d'exprimer d'une voix forte un langage qui ne porte plus. Celui-là même qui amène d'un niveau de participation record à la présidentielle à un niveau d'abstentions record aux régionales. Dans le même temps, les capitaines d'industries profitent avec cynisme de la crise économique provoquée par les tenants de la finance pour mener une offensive sans précédent contre le monde du travail.

Aux chantiers navals, à Bobcat Pontchâteau, le capital coréen met en péril les emplois faisant vivre des milliers de familles. Et on annonce un Sarkozy en partance pour Saint-Nazaire pour signer de sa main le contrat de commande d'un paquebot pour MSC. Cela ne suffira pas. D'autant que dans le même temps à Bobcat, les salariés se heurtent à l'inaction des représentants de l'Etat qui a pourtant aidé l'entreprise avec de l'argent public. Les élus régionaux et le conseiller général communistes de Loire-Atlantique étaient présents aux côtés des salariés dans la mobilisation, ils le restent dans les institutions pour peser de tout leur poids pour que les emplois restent sur le site en veillant notamment à ce que l'argent public soit utilisé à cette seule fin.

Batailles pour le maintien de l'emploi. Batailles pour gagner des augmentations de salaires comme à Waterman, Crown ou encore Airbus.

Bataille pour conserver les acquis sociaux et inscrire la retraite par répartition dès 60 ans dans l'avenir. Le monde du travail est à l'offensive et c'est cette combattivité que le gouvernement voudrait faire taire après le résultat sans appel des élections régionales.



Les communistes participent à la période politique et sociale qui s'ouvre avec la conviction que l'espoir renaît de battre la droite durablement. Mais aussi avec la certitude que

« L'espoir renaît de battre la droite durablement »

cela ne se fera qu'en imposant dès aujourd'hui des reculs au gouvernement et en mettant en débat les conditions d'une alternative de progrès. Sans attendre 2012.

C'est de tout cela que les communistes débattront à l'occasion de leur congrès d'étape de Juin, en évaluant les dynamiques de rassemblements de ces dernières années et en débattant des transformations à opérer pour inscrire le PCF dans les enjeux de son temps.

Une ambition et des espoirs qui se retrouveront sur la Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique autour d'une programmation musicale et politique plus ambitieuse encore de nature à permettre aux communistes et à leurs amis de se retrouver, dans la fraternité, pour débattre et construire ensemble, les luttes au cœur, les rassemblements victorieux de demain.

Les présidentielles en point de mire

Les élections régionales à peine passées, les présidentielles pointent déjà leur nez ! Ainsi, nombre de « candidats à la candidature » se font jour, à gauche comme à droite. Si cette dernière envisage un après-Sarkozy possible avec l'apparition de noms tels que ceux d'Alain Juppé ou de Dominique de Villepin, la gauche, toutes tendances confondues n'est pas en reste. Qu'on en juge : au PS, Manuel Valls, Dominique Strauss-Kahn reviennent en force face à Martine Aubry, Ségolène Royal ou encore François Hollande ; du côté

d'« Europe Ecologie », la responsable nationale des Verts, Cécile Duflot, se voit chahutée par un Cohn-Bendit toujours à l'affût et l'apparition d'Eva Joly, ancienne magistrate et députée européenne. Encore à gauche, Jean-Luc Mélenchon n'a jamais caché ses intentions pour disputer sa place au PCF ; il vient d'être rejoint par l'ancien secrétaire général de la FSU, Gérard Aschiéri. Ajoutons à la liste le nom d'un Olivier Besancenot, longtemps chouchou des médias...

Alors que la moitié du corps électoral boude les urnes, que nombre de problèmes assaillent les Françaises et les Français, que le gouvernement, « droit dans ses bottes », poursuit sa

volonté d'aller au bout de ces réformes, quitte à passer en force comme sur les retraites, la politique politicienne montre ainsi, au mépris des intérêts de la population,

qu'elle privilégie la forme et les stratégies personnelles au débat de fond et aux projets qui devraient, dès maintenant, prendre le pas pour créer les conditions d'une dynamique victorieuse à gauche pour battre la droite. Pour battre Sarkozy ou son éventuel challenger, ce n'est pas le seul choix du meilleur candidat qui suffira, mais bien d'une vraie confrontation publique



à gauche sur le projet alternatif à porter pour s'attaquer à la logique de l'argent-roi, au libéralisme économique dominant, pour porter l'exigence d'un projet social ambitieux, d'une République démocratique et sociale impliquant de profondes inflexions dans nos institutions comme dans la vie démocratique de notre pays.

A l'évidence le chemin est encore long.

De vous à moi...

L'affaire de l'amende infligée à une jeune musulmane nantaise pour port d'un niqab peut-elle être classée parmi les faits divers ? Je ne le crois pas. J'ai l'intime conviction que l'agent de police qui l'a rédigée ne l'a pas fait sans « une certaine couverture » ou plus exactement « une couverture certaine ». D'ailleurs, le déchaînement qui a immédiatement suivi tend à montrer que le fait divers n'était autre qu'une machination prise à un très haut niveau et digne des plus sombres souvenirs « des tristes préfets de police de notre histoire ».

Pourquoi, dans la foulée, le ministre de l'intérieur -faut-il le rappeler, copain de jeunesse du président- s'en prend au mari de la verbalisée pour demander qu'il soit déchu de sa nationalité française, sans autre jugement. Il n'y a pas que précipitation dans le propos, la machination semble avérée. Pourquoi également, Eric Besson se dédouane hâtivement pour expliquer « qu'il n'y a pas d'arrière pensées gouvernementales à l'égard des musulmans... »

Demander qu'un homme, sans porter quelque jugement qu'il soit sur lui, soit déchu de sa nationalité avant même de savoir si la loi le permet ; déclarer que la loi sera changée s'il le faut témoigne d'un classique de ce gouvernement et du président de la République : **Ils instrumentalisent à des fins politiques un fait particulier au mépris du fonctionnement de la justice de notre pays.**

Tristes procédés d'une droite aux abois qui essaie de câliner les amis de Jean Marie Le Pen pour faire oublier les destinés d'un pays qui de plus en plus s'enfonce dans l'abandon et le déclin social.

VITE LU
VITE DIT

Fête des Nouvelles



Débats

Parmi les différents débats qui animeront la fête des nouvelles (autour du thème : Faire tomber tous les murs), il y aura les traditionnelles paroles de luttes. Marie-Claude Robin secrétaire de l'UD CGT 44 sera présente à ce rendez-vous. La question des retraites et des dernières luttes locales y sera évoquée.

Programmation musicale

Grâce au travail d'une équipe militante qui assurera le montage technique et les régies son et lumière, il n'y aura pas trois mais quatre concerts cette année sur la fête (Les Flamings, Little Bob, Pigalle, HK et les Saltimbanks).

Vignettes

Vendredi dernier, le Rendez-vous de la vignette à Saint-Nazaire a rassemblé une dizaine de camarades bien décidés à organiser et développer la vente militante. Les vignettes sont par ailleurs arrivés dans les sections, une centaine sont déjà parties. Cette année il est également possible de se procurer des entrées pour la fête sur le site de la FNAC (www.fnac.com)

Communication

Faire connaître la fête, assurer sa réussite cela passe par la communication. Affiches et flyers sont à la disposition des militants. Un partenariat a également été passé avec les radios Alouette FM et Radio Côte d'amour.

Retraites : au fil des négociations

ON NE BAT PAS EN RETRAITE

Les clefs pour comprendre et résister

Les négociations qui s'engagent sur les retraites nécessitent un éclairage. Les médias dominants comme la droite et le Medef nous assènent l'idée que maintenir le système de retraite par répartition n'est plus possible. **NLA, au fil des négociations, reviendra tous les quinze jours sur cette question primordiale car il convient de résister contre cette nouvelle forme de régression sociale et ce nouveau modèle de société injuste qu'on nous annonce comme inéluctable. Non, nous ne laisserons pas les banquiers et autres apprentis sorciers du marché jouer avec nos retraites !**

Retraites : Un calendrier coup de poing

L'ensemble des analystes (sérieux), travaillant sur le sujet des retraites, s'entendent au moins sur un point : la réforme du système de retraite est un sujet sérieux qu'il ne convient pas traiter à la va-vite. Pourtant, c'est bien le contraire que s'appête à faire le gouvernement : un passage en force légitimé par un ersatz de négociations. D'ailleurs, la grande majorité des syndicats s'inquiète du calendrier qui leur a été présenté : Jusqu'en mai, un ensemble de réunions thématiques devraient se tenir avec les partenaires sociaux sur des thèmes tels que la pénibilité, l'emploi des seniors, les mécanismes de solidarité, le pilotage du système des retraites. Ensuite, le

document d'orientation rediscuté fin juin. Un texte pourrait être présenté dès juillet en

social. Pour Bernard Thibault, « le gouvernement refuse de créer les conditions d'un vrai débat sur

pour une retraite à taux plein et par le recul de l'âge légal de départ à la retraite. Pour les fonctionnaires, l'alignement sur le régime général semble être le point de mir du ministre du travail.



Conseil des ministres pour être discuté à l'assemblée nationale en septembre. D'ores et déjà, les réunions thématiques ne semblent pas porter sur le fond des dossiers et l'on peut s'interroger sur le fait que des questions aussi essentielles que le niveau des pensions ou le financement du régime des retraites ne soient pas évoquées. En agissant ainsi, la majorité tente d'imposer ses options en ne laissant que peu de place au dialogue

l'avenir des retraites dans notre pays, il joue en quelque sorte la montre avec quelques réunions techniques en attendant la fin du mois de juin ». Mais est-ce réellement d'un vrai débat dont a besoin le gouvernement ? La seule piste qu'il défend (avec l'aide du Medef) est celle de faire travailler les français plus longtemps. Cela se traduira inévitablement par un nouvel allongement de la durée de cotisation nécessaire

Une des date non retenue dans le calendrier proposé par Eric Woerth et que les syndicats lui ont imposé est celle du 1er mai !

La CGT, la CFDT, FSU, solidaire et l'UNSA avaient appelé à un grand 1er mai unitaire et le gouvernement ne pourra longtemps faire la sourde oreille aux revendications portées. A l'unisson avec le mouvement social, la gauche dans son ensemble doit être claire pour faire reculer le gouvernement. Que Sarkozy, pour une fois, tienne ses promesses de campagne et mette en place un vrai dialogue social.

Solidarité avec le peuple grec



La crise du capitalisme a déstabilisé et déstabilise encore les économies des pays européens. **Moindre mal pour certains puisque ce ne sont que les salariés, les précaires, les fonctionnaires, les étudiants et retraités qui subissent les contres coups du cynisme des marchés financiers.** En Grèce, la population est toute entière mobilisée contre le plan d'austérité proposé par le gouvernement. Pourtant, celui-ci négocie avec le FMI et l'union européenne un soutien qui risque fort d'aggraver les conditions de vie des travailleurs. **Réduction des salaires, casse des services publics et du système de protection social, augmentation de l'âge du départ à la retraite et baisse des pensions** semble être la contrepartie à payer par les victimes de la crise. En Grèce comme partout en Europe, le spectre des dépenses et des dettes publiques est agité pour faire passer, sinon avaler, la pilule. La Grèce aujourd'hui, le

Portugal ou L'Espagne demain, et ensuite ? Quels autres pays, quels autres travailleurs devront contribuer à effacer l'ardoise du capitalisme ?

Nous vous invitons à signer et relayer l'appel suivant publié dans L'Humanité.

APPEL : Il faut aider le peuple grec

Le peuple grec n'est pas responsable de la faillite de son Etat. C'est pourtant lui que les marchés financiers et les institutions internationales veulent saigner à blanc. La Banque centrale européenne a accordé des prêts gigantesques à seulement 1% d'intérêt aux banques qui, à leur tour, les ont prêté à des taux de 4 à 8%. La Grèce doit elle aussi bénéficier de taux n'excédant pas 1%, sans autres conditions que le maintien des droits sociaux, de l'emploi et des services publics. Tous les peuples d'Europe sont menacés de plans d'austérité de même nature. L'Union européenne et tous les Etats membres doivent donc se mobiliser pour préserver les chances d'une Europe des peuples.

Pour signer l'appel : <http://www.humanite.fr/APPEL-Il-faut-aider-le-peuple-grec>

Congrès d'étape

Notre congrès d'étape (en attendant le congrès ordinaire de 2011) qui s'organise entre mai et juin prochain s'ouvre dans un contexte plutôt difficile pour la population.

La crise du capitalisme s'est abattue sur notre pays avec des conséquences majeures, sans que depuis notre dernier congrès la situation ne se soit améliorée. D'ailleurs, la défaite de la droite aux élections régionales vient sanctionner l'inefficacité des politiques réactionnaires menées par l'UMP. Dans le même temps, l'abstention massive et la défiance de l'électorat populaire doit nous interroger sur la manière d'où nous appréhendons notre travail et relayons nos propositions.

C'est dans ce contexte que nous ouvrons ce congrès d'étape qui aura lieu du 18 au 20 juin à Paris et dont le but est, d'ici le prochain congrès ordinaire de juin 2011, de revenir et d'évaluer les choix de la dernière période. Deux textes plateformes sont mis en débat (voir Communiqué du 28 avril 2010). Le premier texte propose de travailler sur l'évaluation de nos choix de Congrès et la poursuite

de leur mise en œuvre et un deuxième sur la transformation du Parti Communiste Français.

Ces deux textes soulèveront quatre questions :

- Quelle situation politique au lendemain des dernières échéances électorales.
 - Quelles initiatives pour faire reculer et battre la droite en 2012.
 - Quelle stratégie pour les échéances à venir
 - Comment avancer dans notre ambition de transformation du parti.
- Les assemblées de section auront lieu, dans notre département, de fin mai à



début juin et la conférence départementale extraordinaire les 11 et 12 juin prochain. Il conviendra alors de débattre des deux textes proposés afin de d'engager de nouvelles pistes de réflexion, d'apporter des compléments, sans pour autant se lancer dans un travail d'amendement.

Le dossier.

Palestine

La paix demain ?

■ L'intolérable calvaire du peuple palestinien

Fin janvier 2009 l'offensive d'Israël contre la bande de Gaza prend fin. Le bilan est terrible, **près de 1500 morts, pour la plupart civils, et des villes dévastées.** Le rapport du juge Goldstone, adopté par l'ONU, **dénonce les crimes de guerre et les crimes contre les droits de l'homme** commis par Israël - et dans une moindre mesure par le Hamas - comme il condamne également le blocus de Gaza. Aujourd'hui aucun des criminels de guerre n'a été traduit devant la justice, pire, la situation s'enlise devant le manque de volonté de la communauté internationale. A Gaza le blocus israélien empêche toute reconstruction et donc toute reprise d'une vie normale. Aux questions de logement s'ajoutent les questions d'hygiène, de santé, d'éducation, de travail puisque tout est détruit... Si les armes cessent de parler **la colonisation, quant à elle, continue de grignoter le terri-**

toire palestinien et des habitants sont encore expropriés. 38 % de leur territoire leur est inaccessible. Et puis, il y a toujours ce mur hideux, véritable affront aux droits humains élémentaires. Ce mur coupe des familles en deux, étouffe l'économie de la Cisjordanie, empêche la libre circulation des palestiniens.

Malgré les embûches et les sourdes oreilles **nous n'avons d'autres choix que d'affirmer qu'une paix durable est toujours possible.** Comme le demande le parti communiste depuis des mois déjà, la France, l'Union Européenne doivent



prendre leurs responsabilités. Il faut d'urgence juger les criminels de guerre, exiger la levée immédiate du siège de Gaza, établir des sanctions et appeler au boycott et au désinvestissement contre la colonisation. **Le peuple palestinien doit retrouver sa liberté et sa souveraineté dans les frontières d'avant juin 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale.**

■ Fête des Nouvelles : Faire tomber les murs

Toute la fête des Nouvelles sera mobilisée pour faire tomber les murs et en particulier celui qui oppresse le peuple palestinien.



Hind Khoury, déléguée générale de la Palestine en France, sera présente le dimanche 23 mai à 11 heures pour une table ronde en présence de Patrick Le Hyaric. Ce sera l'occasion pour les membres de la JC de relayer leur campagne pour la libération de Salah Hamouri et Marwan Barghouti.

Une boîte aux lettres sera également mise en place pour envoyer des messages de soutien à Salah.

Un mur d'expression libre sur la Palestine, ainsi qu'une exposition sera à la disposition des visiteurs pour avancer notre réflexion et contribuer à la mobilisation.

Ils ont dit

■ Lettre à Jamal

« Il y a un an avec les 108 camarades de la délégation « Un avion pour la paix » nous foulions la terre de Palestine. C'est par une très belle journée de printemps ensoleillée comme celle d'aujourd'hui, que débuta ma rencontre avec cette terre, inoubliable, éternellement dans mon cœur. Pas un jour depuis sans que mes pensées n'aillent vers la Palestine, vers son peuple, vers toi mon ami. Que deviens-tu? Toi qui vis à Sheikh Jarrah, ce quartier où depuis des années, **les familles Palestiniennes sont en butte aux menaces d'expulsion du gouvernement Israélien.** Tu m'avais expliqué lors de notre rencontre chez toi, avec ta famille, **que les tentatives d'annexion menées par les autorités duraient depuis maintenant 40 ans** et que les maisons étaient vidées de leurs habitants manu militari, avec souvent, en prime, l'ordre de la ville de Jérusalem de

payer 2600 euros pour couvrir les frais des employés qui les avaient sortis de leurs maisons ainsi que le matériel municipal utilisé pen-

dant l'évacuation.

Je sais que depuis ma visite rien n'a changé et que bien au contraire les choses se sont

accéléérées. Je sais que la mairie de Jérusalem veut démolir encore des maisons pour faire un grand parc archéologique pour les touristes. **Son projet étant un vaste plan de judaïsation de Jérusalem-Est,** par la création de neuf « parcs bibliques » autour de la vieille ville, vous privant toi et ton peuple de tout espoir de voir un jour Jérusalem-Est devenir la Capitale d'un état Palestinien libre. Un jour sûrement je reviendrai en Palestine et j'espère de tout mon cœur que ce jour là lorsque je passerai devant ta maison j'y verrai tes enfants jouer libres, enfin.

Salam alikoum mon ami.

Sandrine FLEURIMONT



■ Pour donner de la force !



Salah, jeune franco-palestinien, a eu 25 ans, le 25 avril, dont cinq d'emprisonnement.

Les élus communistes nantais ont sollicité un

vœu pour la libération de Salah Hamouri lors de la séance du conseil municipal de décembre. Par ce vœu, nous souhaitons

élargir le soutien à la campagne de libération de Salah Hamouri, et demander que sa maman, Denise Hamouri, citoyenne française, soit reçue très rapidement par l'Elysée, donnant ainsi un signe fort à Israël. Car, malgré toutes les demandes de sa mère, mais aussi de dizaines de parlementaires de tous bords politiques, le gouvernement refuse obstinément de recevoir sa famille. Il a pourtant reçu les familles de tous les français se trouvant en difficulté à l'étranger, dont les parents de Gilad SHALIT ; le soldat franco-israélien.

Parallèlement, nous avons signé la pétition de la plateforme des ONG pour la Palestine contre le blocus imposé par Israël. Pour les élus communistes, toutes les expressions et actions sont utiles.

Marie Annick BEÂTRE

■ La solidarité face à l'injustice

Alors que le conflit israélo-palestinien s'éternise, les droits des palestiniens sont de plus en plus restreints par une justice israélienne arbitraire. Ainsi **les procès basés sur des accusations hypothétiques affligent les militants pour la reconnaissance d'un Etat Palestinien.** Parmi les prisonniers politiques figure Marwan Barghouti, un des principaux leaders pour l'autonomie et le respect de la Palestine.



Condamné à 5 peines de prison à perpétuité et stigmatisé activiste terroriste, il n'a jamais cessé de clamer son innocence. Loin d'être la seule victime de l'oppression judiciaire israélienne, depuis 2005

Salah Hamouri est lui aussi détenu sans motif cohérent. Par solidarité et soucis de justice, le Réseau des collectifs pour la libération de Marwan Barghouti et le Comité de soutien à Salah

Hamouri militent en France pour leur remise en liberté.

Benoît LUSSE

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Alerte générale

Pétition adressée au Président de la République, deux journées de grève très suivies et une nouvelle annoncée pour le 6 mai prochain puis le 29 mai, la mobilisation grandit dans le pays contre le décret modifiant les conditions d'accueil en crèches.

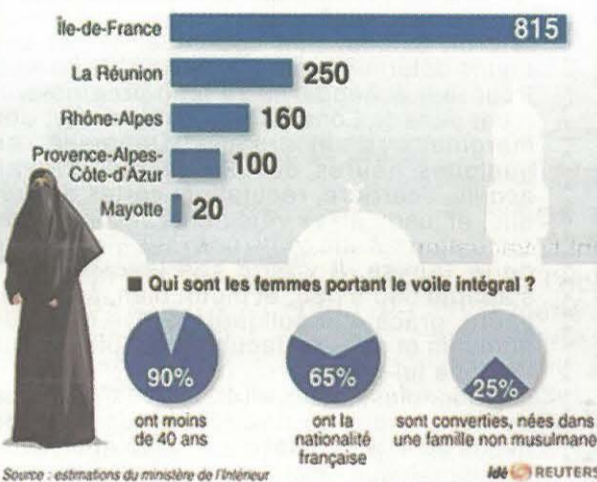
Faits divers ou machination ?

D'une contravention reçue par une femme qui conduisait avec un voile intégral... au conjoint désigné comme possible polygame proche d'une mouvance radicale de l'Islam: **il n'y a qu'un pas politicien qu'Hortefeux a franchi sans vergogne aidé par un emballement médiatique, et une propagande dangereuse.** Il instrumentalise à des fins politiques un fait particulier et au mépris du fonctionnement judiciaire. Une fois encore, le gouvernement choisit la diversion et la fuite en avant plutôt que de traiter des vrais problèmes du pays.

LE VOILE INTÉGRAL EN FRANCE

■ Répartition du nombre de femmes voilées intégralement sur le territoire français, selon les estimations du ministère de l'Intérieur

France entière : 1 900 (3 cas pour 100 000 habitants) dont :



Elections du COS

A Nantes Métropole, Nantes et Nantes habitat - 8385 électeurs actifs, les élections se sont déroulées début avril. 46% des salariés se sont déplacés. **La CGT devient la première organisation** - 10 sièges -, suivie de FO et de la CFTC - 7 sièges -, UNSA : 5, CFTC : 2.

Le ton monte

Des grèves tournantes par secteur bloquent la production chez Airbus. A l'origine de cette situation, les embauches et les augmentations de salaires pour l'année 2010 jugées trop insuffisantes. Une expertise sur la situation industrielle et financière a été demandée par le comité central d'entreprise. Depuis le plan Power 8, en 2006, la production n'a cessé d'augmenter (350 avions fabriqués en 2005, 500 en 2010) alors que le nombre de salariés n'a cessé de diminuer.

Incessantes restructurations

Les salariés de La Poste ont tiré une énième fois la sonnette d'alarme quant aux conditions de travail qui se dégradent tant est criant le manque de personnel, l'augmentation des rendements, la gestion par le stress et l'absence de formation. Ils l'ont exprimé le 27 avril par un pique-nique revendicatif.

AVIATION : Et si l'on parlait du volcanisme libéral ... !



Les ciels irlandais, britanniques, scandinaves, belges, hollandais et allemands ainsi que du nord de la France ont été fortement affectés par l'impact des cendres

« plume » de l'éruption volcanique d'Islande. L'Europe avait coordonné la réflexion des « opérateurs » ou administrations des différents pays membres sur le sujet et des plans validés ont donc été déployés avec les moyens actuels de cartographie des zones à risque. **Le risque est réel et a été identifié dans les pays à activité volcanique notamment autour du Pacifique.** L'extinction des turbines/réacteurs et la perturbation des systèmes associés ont été constatées de manière significative. Il semble donc normal qu'une procédure de précaution se mette en place. Par delà quelques interrogations sur la largeur du parapluie européen, peuvent à posteriori être examinés avec une bonne conception de service public qui pourtant n'est que faiblement mise en avant en Europe :

les moyens technologiques à développer pour affiner la localisation des nuages de cendres dites « plume » non visibles par l'œil humain dans sa partie largement diluée, et aussi l'aptitude des grandes compagnies notamment Air France (très Hub parisien) à s'adapter en exploitant la totalité des possibilités aéroportuaires, l'amélioration des indemnités pour les « coincés au loin » à qui parfois au retour on annonce (en plus des frais d'hôtel etc.) une sévère retenue sur salaire.

En outre, il serait dommageable de développer des procédures pour bloquer les activités aéronautiques tout en déployant un autoritarisme vis-à-vis des droits du personnel dans les modes de gestion, des régressions du statut du salarié et des attaques contre le droit de grève. Exemplarité allez disons Chiche ! Mais cette exemplarité doit être aussi sociale et de dialogue car là aussi c'est très important pour la sécurité de l'Aviation française et européenne de plus en plus dérèglementée : des salariés tête haute pouvant tirer la sonnette d'alarme sur leurs outils, sur l'état des machines et sur leurs conditions de travail.

Les communistes sont avec ceux qui ne veulent pas voir les acquis S'ENVOLER en NUAGES de CENDRES !!!

Responsabilité des donneurs d'ordre

La SAH Leduc, basée à Ligné est spécialisée dans la conception et la fabrication de vérins hydraulique, connaît une crise sans précédent. Les salariés de cette entreprise sont soumis à du chômage partiel depuis décembre 2008, avant que celle-ci soit placée en redressement judiciaire. Pour ramener à l'équilibre financier, la direction prévoit de supprimer un tiers de l'effectif. Les lettres de licenciement sont aujourd'hui annoncées pour la fin mai, 137 des 373 postes seront supprimées. Le 10 avril dernier, plus de 1300 personnes accompagnaient les salariés pour soutenir l'emploi dans le bassin d'Ancenis et rappeler que nous sommes tous concernés. En effet, c'est la seule entreprise de Ligné et un emploi à Ligné c'est trois emplois induits. Les conséquences sont donc lourdes pour tout le bassin d'emplois. De nombreux débrayages, les 13, 19 et 28 avril ont eu lieu ensuite ; le 1er mai a aussi été l'occasion de se rassembler pour endiguer ce plan

social. Leduc est sous-traitant à 57% de Manitou et Toyota. Ces donneurs d'ordre s'approvisionnent aujourd'hui auprès d'autres fournisseurs, dont certains n'ont que leur siège social en France. **Ce choix stratégique de ces donneurs d'ordre est à condamner. Il est possible d'exiger que soit privilégiée la production du bassin d'emploi. Là encore, la rentabilité est recherchée au mépris du coût social d'un tel choix.** Manitou et Toyota ont des obligations envers leur sous-traitant. Ces obligations ne peuvent se limiter au système de prêt de personnel de Leduc. Ils ont aussi des responsabilités par rapport aux collectivités locales et leurs habitants quant aux aides publiques reçues. Les syndicats évoquent en même temps : diversification de production, formation longue des salariés pour y répondre... des solutions existent pour sauver l'emploi.

Claude Gaudin



Une fête du travail unitaire

Emploi, conditions de travail, pouvoir d'achat, avenir des retraites sont au cœur des préoccupations des salariés du public et du privé. Le sont aussi les axes revendicatifs portés en commun par l'intersyndicale depuis 16 mois. **Ce sont sur ces priorités, qu'avec les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA, plus de 5000 personnes ont interpellé les pouvoirs publics, le patronat, les chefs d'entreprise à Nantes, St Nazaire, Ligné,**

Couëron... Elles ont affirmé " leurs attentes d'un monde plus juste où, partout, chacun a droit à un travail décent".

Alors qu'un sommet social doit avoir lieu en mai et que la concertation sur la réforme des retraites a commencé, les cinq organisations syndi-

cales ont considéré que " l'action reste une priorité pour le monde du travail " et que les luttes en cours, " souvent unitaires, doivent s'inscrire dans la durée". Ce 1er mai a donc été l'occasion pour tous les salariés de montrer que sur le dossier des retraites, ils vont

maintenant s'en mêler. Première étape du rapport de force à établir face au gouvernement, cette mobilisation en appelle d'autres.

Il va servir aussi de tremplins pour de futures initiatives de salariés dans leurs entreprises. Car, la grogne sociale monte discrètement, le climat social reste tendu et personne ne voit la sortie de crise à l'image des salariés de Crown, Waterman, d'Airbus pour les salaires, de ceux de Leduc ou de Bobcat France pour l'emploi, de ceux de la Poste pour les conditions de travail, ou encore des personnels des crèches ceux de la SNCF...



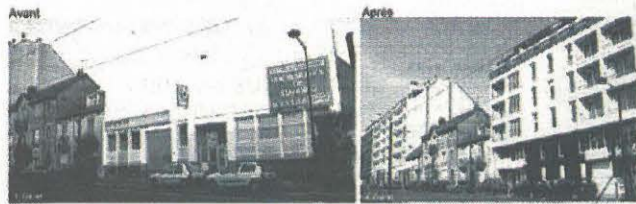
Evènements, culture, idées.

Nantes :

Effets urbains de l'emballage immobilier

Dans un numéro consacré à la gestion urbaine des inégalités socio-spatiales en France et au Brésil, la revue géographique *Norois* publie, entre autres, un intéressant article d'Isabelle Garat sur « l'emballage immobilier et ses effets urbains, l'exemple de Nantes ». Elle s'intéresse tout particulièrement aux programmes des promoteurs immobiliers et à leurs stratégies. Les logements neufs construits ne permettent pas de freiner l'étalement urbain et, malgré la croissance démographique et l'augmentation de l'offre, ils tendent à réduire la mixité fonctionnelle et sociale. A Nantes, les contours du centre sont étirés vers les quartiers proches des lignes 1 et 2 du tramway. Les « mornes et interminables boulevards » décrits par J. Gracq dans « La forme d'une ville » sont devenus les lieux d'une construction frénétique. Commencée dans les années 1970 par quelques immeubles collectifs isolés, elle aboutit dans les années 2000 à de nombreuses opérations de promoteurs. Certains sont d'emblée régionalisés comme Bouygues, ou Fonta, Gambetta, Arc Promotion et Lamothe, groupes rennais, Kaufman & Broad, Maignan, auxquels il faut désormais rajouter Nexity, Icade, Pro-

mogin et d'autres. Au total, une trentaine de groupes - hors sociétés civiles et bailleurs sociaux - positionnés



Les activités à forte emprise au sol qui étaient les garages à essence Peugeot et Renault sont devenues des programmes immobiliers, sur le boulevard Orlioux et la rue des Hauts Pavés.



La papeterie Hello était locataire d'une vaste parcelle de la rue Félix Faure, abritant des hangars à structure métallique que les démolitions ont révélés : elle s'est déplacée dans l'espace, un peu plus au nord, le long de la ligne de tramway, en réduisant la surface de vente et le personnel.

aussi bien dans le logement collectif qu'individuel, et dans tous les espaces : centre, banlieue et périurbain. La plupart sont liés à des groupes bancaires par des alliances issues des années 1990 et 2000 : Monné Decroix appartient au Crédit agricole, Ataraxia au Crédit Mutuel, Nexity à la Caisse d'Épargne. Les élus nantais ont soutenu ces nouvelles constructions lors des réunions sur le PLU, dans les instances de démocratie participative, les conseils municipaux et les conférences métropolitaines. Sur la base de cinq types d'arguments : l'augmentation quantitative de l'offre de logement ; l'installation des entreprises du bâtiment comme signe de l'attractivité de la

métropole ; une offre nouvelle de haute et moyenne gamme, gage de détente du marché immobilier ; la

densification, comme moyen de limiter l'étalement urbain ; et l'obligation faite aux promoteurs d'intégrer du logement social dans leurs programmes. Or, selon I. Garat, si « plusieurs de ces arguments paraissent discutables », un autre reste cependant non-dit, car « le soutien municipal aux promoteurs est évidemment lié aux ressources financières qu'ils procurent ». Certes, les ambitions quantitatives du Plan Local de l'Habitat (PLH) de 2004 ont été atteintes et même dépassées sur la période 2004-2009, un fait régulièrement rappelé par l'Agence d'Urbanisme (AURAN) et par les élus. Mais les ambitions du nouveau PLH de 2009 devront être maintenues, et c'est principa-

lement dans les ZAC que l'objectif résidera de construire 900 logements sociaux par an, alors que dans les opérations diffuses, la place du logement social reste quasi nulle.

Autant de signes que l'espace nantais, « dont le recensement de 1999 avait montré la croissance et l'attractivité » (...) est devenu dans les années 2000, « un espace concurrentiel où s'affrontent grands promoteurs à envergure nationale à l'activité parfois récemment régionalisée et promoteurs régionaux et locaux ».

Pour elle, « à une économie de production dont les usines se situaient dans la ville (chantiers navals, industries agroalimentaires) s'est substituée une économie immobilière qui construit des immeubles pour des catégories sociales supposées aisées et qui ne le sont pas toujours. Les logements sont occupés par des ménages souvent jeunes qui ne détiennent par encore, ou ne détiendront peut-être jamais, les capitaux nécessaires à l'accession et qui supportent les coûts élevés de la location ». Une évolution et une situation qui, conclut-elle, « n'ont pas fini de questionner ». Son article y contribue.

Revue **NOROIS**, N°212, 2009/3, Ed. **PUR**, 70 p., 12 €.

LIRE

Coups de foudre à Londres

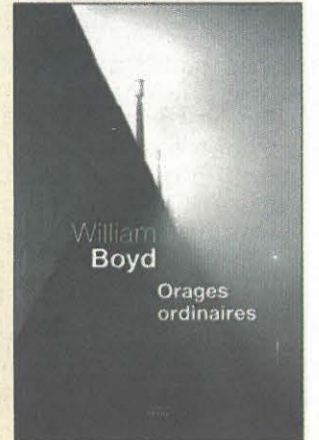
La parution d'un nouveau roman de William Boyd, le plus francophile des britanniques, est toujours un événement. Le dernier en date n'échappera sans doute pas à la règle, et tous ceux et celles qui avaient déjà apprécié, entre autres, « A livre ouvert » - la vraie/fausse biographie de Logan Mounstuart - en 2002, se précipiteront avec passion sur celui-ci.

Dans « Orages ordinaires », l'Anglais au cœur de l'intrigue s'appelle cette fois Adam Kindred. Jeune climatologue, spécialiste des nuages, expatrié aux Etats-Unis, il revient à Londres pour un entretien d'embauche, suite à l'échec de son rêve américain brisé. Mais un événement, aussi brutal qu'imprévu, vient totalement foudroyer ses projets : le meurtre d'un certain Dr Wang, une rencontre de pur hasard. Témoin involontaire de cet assassinat, Adam Kindred se retrouve aussitôt poursuivi par la police, qui le croit évidemment coupable, et par des tueurs déterminés dont il ignore d'abord tout. Pour leur échapper, il se fonde progressivement dans le Londres des sans-abri et des marginaux d'aujourd'hui. Dépouillé en quelques heures de tout ce qu'il croyait acquis : carrière, réputation, cartes de crédits, et jusqu'à ses vêtements... commence alors pour lui une toute nouvelle vie au bord de la Tamise. Il y perd son identité, mais s'adapte peu à peu, et plutôt bien, à sa précarité, grâce à la solidarité active des plus démunis et par une faculté d'adaptation qui l'étonne lui-même.

De rebondissements en coups de théâtre, ce thriller - dont on peut parier sans grand risque qu'il fera l'objet d'une adaptation cinématographique - ne laisse aucun répit au lecteur jusqu'à la dernière page. Sur fond de scandale pharmaceutique, une description sans fard de Londres à l'heure de l'ultralibéralisme et des après-guerres d'Irak et d'Afghanistan, avec ses soldats perdus, dressés à tuer, et ses SDF de la mondialisation.

Le drame, flirtant toujours avec l'humour et l'ironie, nous conduit sans reprendre haleine, jusqu'à un dénouement inattendu. Une lecture au long cours, qui en dit beaucoup, pas tant sur la volatilité des nuages que sur celle des situations et des identités.

W. Boyd, « Orages ordinaires », Seuil, 2010, 476 p., 21,80 €.



VOIR...



Archives

Loire Atlantique ! Avec un nom formé par la réunion d'un fleuve et d'un océan, le département ne manque pas d'eau. Mer, estuaire, fleuve, rivières, marais, zones humides, lacs, étangs... L'eau des dangers, l'eau des bienfaits, l'eau des plaisirs : les Archives départementales prennent le parti de s'attacher à la présentation de trois caractères forts de l'eau, élément naturel qui structure le territoire du département, jalonne son histoire et marque la vie de ses habitants.

S'ouvrant avec une approche géographique spectaculaire, l'exposition se termine par un espace de projection entre plusieurs films amateurs : les inondations de janvier 1936, la remontée de l'Erde en 1927, les joies de la baignade à La Baule dans les années 1930, une traversée de Nantes à la nage avant les complements... Archives départementales, rue de Bouillé, Nantes

MÉDIAS

"Mainstream" ?

Ce gros livre porte sur la géopolitique de la culture et des médias à travers le monde, et la mondialisation du divertissement. Son sujet n'est donc pas l'art, mais plutôt la « culture de marché ». Les questions qu'il pose sur les industries créatives en termes de contenu, de marketing et d'influence permettent de mieux comprendre le nouveau capitalisme contemporain, car elles ne sont plus seulement américaines, mais globales. La vaste enquête de l'auteur, sur « cette culture qui plaît à tout le monde » nous conduit

aussi bien à Hollywood en Californie, qu'à Bollywood en Inde, à MTV qu'à TV Globo au Brésil, dans les multiplexes des banlieues qu'en Afrique subsaharienne où il y a si peu de cinémas, à Buenos Aires à

continents, à la fois l'industrie du cinéma et de la musique, le divertissement télévisé, les médias, l'édition, le théâtre commercial, les parcs d'attraction et même les jeux vidéo et les mangas. Il analyse

ainsi la

Frédéric Martel

MAINSTREAM

Enquête sur cette culture qui plaît à tout le monde

la recherche de la musique « latino », qu'à Tel-Aviv pour mesurer l'américanisation d'Israël. Son champ d'investigation est immense puisqu'il embrasse, sur cinq

Mainstream - difficile à traduire qui signifie littéralement « dominant » ou « grand public », et s'emploie généralement pour un média, un programme de télévision ou un produit culturel

qui vise une large audience. C'est l'opposé de la contre et/ou de la sub-culture, et pour beaucoup, c'est tout le contraire de l'art. Il peut cependant avoir une connotation moins négative, car non-élitiste au sens de « culture pour tous », mais en garde une le plus souvent négative, au sens de culture commerciale de marché, formatée et uniformisée.

Une plongée dans les eaux profondes de ce nouveau monde de la production culturelle qui ne laisse pas indifférent et interroge sur la signification du mot culture aujourd'hui.

F. Martel, *Mainstream*, Ed. Flammarion, 2010, 460 p., 22,50 €.

près de vous

Collectivités territoriales

Un nouvel élu, le conseiller territorial

Dans la droite ligne de la réforme des collectivités territoriales, dès 2014, les mandats de conseillers régionaux et départementaux devraient fusionner. Ainsi, les électeurs devront élire des « conseillers territoriaux » qui siègeront dans les deux assemblées. Pour le gouvernement il y a trop d'élus, trop d'échelons, et donc, trop de dépenses; il faut donc supprimer des élus avant de clarifier les compétences des collectivités. A terme cela réduira les moyens d'interventions des collectivités et reviendra à amoindrir les services rendus à la population.

Le 27 avril dernier, le premier ministre a écrit aux partis politiques pour les consulter sur le nouveau mode de scrutin à adopter. Celui-ci porte sa préférence sur un scrutin uninominal à deux tours sans possibilité de triangulaire, un bon moyen de renforcer le bipartisme.

Bouguenais

Un 1^{er} mai contre le travail le dimanche

La question du repos dominical est

FACILITER LE TRAVAIL LE DIMANCHE



une question politique qui oppose deux conceptions. Celle du travailler plus et du consommer toujours plus à celle du temps pour vivre et s'épanouir en dehors du travail. Les élus municipaux de gauche de la ville de Bouguenais, dont les élus communistes, semblent avoir choisis la leur. Ils ont manifesté le 1^{er} mai devant la grande surface de jardinage Jardiland, pour protester contre l'ouverture de ce magasin les dimanches.

Saint-Nazaire

Le stationnement deviendra payant

A partir du 1^{er} octobre prochain, plus de 2500 places de parking seront réglementées par horodateur (en parc ou en voirie) dans le centre ville de Saint-Nazaire. Le tarif pour l'utilisateur : 1 euro par heure de stationnement et un abonnement annuel de 100€ pour les résidents. Pour leur part, les élus communistes se sont abstenus sur ce dossier. Ils ont regretté l'ampleur du dispositif et le coût de l'abonnement pour les résidents. D'autant que pour Christian Saulnier il aurait été préférable d'attendre la mise en place du nouveau bus à haut niveau de service.

L'invité

■ Pour une conditionnalité des aides publiques

Fin 2008, Nicolas SARKOZY annonçait la création d'un Fonds Stratégique d'Investissement en affirmant « mettons l'argent public pour le travail, je veux que l'on garde en France nos usines ». Le constat c'est que l'argent a surtout été destiné aux grands groupes et que l'État n'a pas été très regardant.

Depuis quelque temps, on avance sur l'idée que l'argent doit servir à l'emploi, au développement et non à la rentabilité des capitaux. Lorsqu'un emploi est perdu, il l'est définitivement. L'octroi d'aides publiques doit intégrer des critères sociaux et environnementaux et doit être conditionné à la garantie de l'emploi. **Les élu(e)s communistes ont porté cette question centrale dans les institutions. La mise en place d'une commission du suivi de l'utilisation des fonds publics à la Région est le résultat d'un long combat des communistes.**

Peut-on en effet admettre que des fonds publics servent à financer des plans massifs de licenciements et des délocalisations ?

L'entreprise BOBCAT de Pontchâteau en est un exemple. En effet, en 2007, BOBCAT envisageait de développer de nouvelles générations de chariots et, pour se faire, projetait d'investir 14 millions d'euros et de créer 64 emplois. Dans ce cadre, le site a bénéficié d'une prime à l'Aménagement du Territoire abondée conjointement par la Région et le Département.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Depuis décembre 2008, des mesures de chômage partiel ont été prises, l'indemnisation de celui-ci devant d'ailleurs être reconduite jusqu'à fin 2010. En outre, en 2009, un plan de formation a été activé permettant la formation de 37 salariés. Malgré cela, la direction annonce 130 licenciements économiques d'ici juin 2010 ainsi qu'une éventuelle délocalisation en Tchéquie !

Nous étions présents à la manifestation du 19 avril dernier pour soutenir les salariés et réaffirmer que pour les élus communistes la sauvegarde des emplois est primordiale. Nous devons mener toutes les batailles de l'emploi en utilisant les moyens institutionnels. Aujourd'hui, les fonds publics régionaux sont gelés et nous devons nous servir de ce gel comme d'un levier afin que l'entreprise maintienne les emplois. C'est pour cela que nous sommes également favorables à la tenue d'une table ronde réunissant les représentants de l'État, les élus généraux et régionaux, la direction et les organisations syndicales afin de sortir de l'impasse des licenciements.



Véronique MAHE

Conseillère régionale - Conseillère municipale de Saint-Joachim

L'activité

■ Nantes

Les élus mobilisés pour la réussite éducative

A l'occasion du débat sur la réussite éducative mené lors du dernier conseil municipal de Nantes, Marie Annick BENÂTRE, pour le groupe communiste, a rappelé les enjeux locaux en matière d'éducation, enjeux de plus en plus importants pour les collectivités qui se retrouvent en première ligne sur ces questions.

Elle a souligné l'importance du projet de service public de la réussite éducative, porté par la majorité municipale. Il permet d'articuler de manière cohérente les différents dispositifs éducatifs sur la ville de Nantes. Ainsi, la mise en mouvement d'actions coordonnées sur des domaines aussi variés que le sport, la santé scolaire, la culture... se trouve facilitée, chacun de ces domaines participant à la réussite éducative des enfants.

Ces actions concertées sont rendues de plus en plus nécessaires face « à des choix politiques qui encouragent la marchandisation de l'école ». En quelques exemples : suppression d'aide aux élèves en difficulté, diminution des postes dans l'éducation nationale, dégradation des conditions d'accueil ou de scolarisation des jeunes enfants... l'élue nantaise se demande si l'éducation nationale est toujours une priorité pour l'Etat. Rappelant que « par le biais de ses réformes l'Etat transfère les charges aux familles et aux territoires ».

■ Couëron

Urgence à créer une couverture 5ème risque

La Ville de Couëron va s'équiper prochainement de deux établissements nouveaux visant à accueillir des personnes âgées dépendantes (Mapad). L'une sera attenante à l'établissement actuel "La Grange" géré par l'association "foyer couëronnais des anciens" augmentant de 15 lits son potentiel d'hébergement, l'autre, de caractère privé, avec une capacité d'accueil de plus de 80 lits.

Les statistiques pointaient ce besoin depuis de nombreuses années, et les associations locales de retraités (syndicats, comité local des retraites et personnes âgées, conseil de sages) ne manquaient pas, à juste titre, de le rappeler à la municipalité, consciente de ce besoin.

En agissant ainsi, nous nous inscrivons dans une étape "politico-démographique" très importante ; En effet, la maladie d'Alzheimer atteint 600000 à 800000 cas actuels dans le pays, aussi doit-on franchir de nouvelles étapes quantitatives certes, mais aussi une étape de prises en charge financières. Même si les tarifs journaliers sont finement calculés pour faire face aux coûts des prestations servies, la facture est très lourde en fin de mois. Dans ce sens, la nécessité de créer rapidement une couverture "5ème risque" de la protection sociale s'impose à l'état, fort en effet de manches mais nul en financement sur cet enjeu social.

Enfin, concernant l'équipement privé dont la qualité de la prestation n'est pas en doute, une vigilance active devra s'opérer pour limiter les appétits de l'investisseur et toute recherche de rentabilité.

Michel LUCAS - Conseiller municipal de Couëron et Conseiller communautaire.

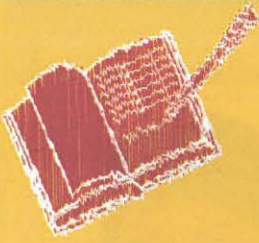
■ Sud-Loire

Une association pour le développement du Sud-Loire

Les acteurs politiques, économiques et sociaux du sud Loire se mobilisent en perspective du transfert de l'aéroport de Nantes Atlantique à Notre-Dame-des-Landes dans le but d'anticiper le développement de ce bassin de vie allant de Haute-Goulaine au cœur du pays de Retz et de Rezé à St-Philbert-de-Grandlieu. Dans ce but, l'association « Sud Loire Avenir », créée à l'initiative du conseiller général (PS) Gérard ALLARD, de plusieurs maires et élus du sud-Loire dont notre camarade Yann VINCE, se fixe notamment pour objectifs de promouvoir le développement économique et l'emploi dans le sud Loire, de valoriser les atouts culturels et environnementaux du territoire, de défendre le respect du calendrier du transfert de l'aéroport.

Lors d'une conférence de presse, les responsables de l'association ont souligné les enjeux économiques, humains et démographiques du transfert aéroportuaire et leur volonté d'agir en direction des différentes instances de représentation et de concertation pour porter la défense des intérêts du Sud Loire. Parmi les enjeux relevés, la pérennité de l'activité industrielle d'Airbus et de l'ensemble des activités économiques du bassin de vie. L'association présidée par le maire de St Aignan de Grandlieu, Jean-Claude LEMASSON comprend un conseil d'administration d'une vingtaine de membres parmi lesquels Yves DEVEDEC, syndicaliste à Airbus et Yann VINCE, vice-président de Nantes Métropole, celui-ci étant également membre du bureau.

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Fédération

Mercredi 5 mai : Réunion du conseil départemental à 18H30 à la fédération.

Conseil national

Vendredi 7 mai : Réunion formation sur la question des retraites et les propositions du PCF au siège national du PCF.

Presqu'île guérandaise

Vendredi 7 mai : Réunion du comité local à 18H00 à Pornichet.

Régionales

Vendredi 7 mai : Soirée conviviale pour fêter l'élection des conseillers régionaux communistes à 18H30 au rez de chaussée de la Maison des Syndicats à Nantes.

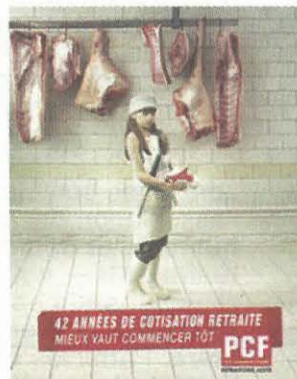
Les communistes engagent la bataille sur les retraites

Le PCF lance une grande campagne sur la défense des retraites, débat au cœur de l'actualité sociale et enjeu de société de la plus grande importance. Face au choix de la droite de casser les retraites autour d'arguments purement comptables concoctés par le MEDEF, il y a urgence à ne pas baisser la garde et à défendre cet acquis que le grand patronat a toujours combattu.

Dans son dernier numéro, Les Nouvelles de Loire-Atlantique avaient donné, dans un dossier spécial retraites, des éléments d'appréciation sur le projet du gouvernement et sur des propositions alternatives pour garantir à long terme ce progrès social majeur. C'est le financement des retraites qui est au centre du débat. L'intention du gouvernement est bien de satisfaire les exigences du patronat qui voit dans le volume total des cotisations retraites, une manne financière de 240 milliards d'euros par an convoitée par des assurances privées dont le seul but est de faire gagner aux spéculateurs et aux fonds de pensions beaucoup d'argent. La réforme prônée par Sarkozy, Fillon et Woerth est donc une contre-réforme puisque ses conséquences ne seront pas une amélioration mais un vrai recul social qui consistera à repousser l'âge de départ à la retraite, augmenter la durée de cotisations et réduire le niveau des pensions.

Dès à présent, les communistes s'engagent aux côtés des salarié(e)s et des retraité(e)s dans la bataille de prise de conscience collective et dans la mobilisation populaire pour empêcher la droite de parvenir à ses objectifs.

De nombreux outils de campagne sont disponibles : tracts, affiches, humas hors série pour aider les militant(e)s communistes dans leurs initiatives.



RETRAITES

PAS TOUCHE À L'AVENIR

Le projet de réforme des retraites est une véritable bombe à retardement. Il vise à réduire les pensions de 10 à 15% et à repousser l'âge de départ à la retraite de 5 à 10 ans. C'est une véritable attaque contre l'avenir de nos retraités et de nos salariés.

Le projet de réforme des retraites est une véritable bombe à retardement. Il vise à réduire les pensions de 10 à 15% et à repousser l'âge de départ à la retraite de 5 à 10 ans. C'est une véritable attaque contre l'avenir de nos retraités et de nos salariés.

Le projet de réforme des retraites est une véritable bombe à retardement. Il vise à réduire les pensions de 10 à 15% et à repousser l'âge de départ à la retraite de 5 à 10 ans. C'est une véritable attaque contre l'avenir de nos retraités et de nos salariés.

Le projet de réforme des retraites est une véritable bombe à retardement. Il vise à réduire les pensions de 10 à 15% et à repousser l'âge de départ à la retraite de 5 à 10 ans. C'est une véritable attaque contre l'avenir de nos retraités et de nos salariés.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU
Commission paritaire: N° 0310 I 86504

Imprimerie: IMPRAM Lannion

Composition: SEM Locminé

Responsable de la rédaction:

Aymeric SEASSAU

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36

e-mail: redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:

Marie-Annick BENÂTRE

Yannick CHENEAU

Pedro MAIA

Jean-Yves MARTIN

Yann VINCE

Jérôme TURMEAU



Vite lu...



Un Humanité hors série sur les retraites est disponible à la Fédération au prix de 3 euros. Cet humanité spécial décrypte le débat, avance des propositions et contient de nombreux points de vue de syndicalistes, de personnalités politiques et d'économistes. Pour le commander vous pouvez contacter la Fédération au 02 40 35 03 00.



Par Pauline FLEURIMONT, lycéenne

La retraite nous concerne tous un jour ou l'autre, et même si nous, les jeunes communistes, nous menons tout d'abord une lutte pour un enseigne-

ment et une formation de qualité, il s'agit aussi de se projeter un peu plus loin dans l'avenir et de se battre contre les mesures que nous imposent le gouvernement, notamment celles qui remettent en cause ce droit qu'est la retraite.

En effet, l'Etat voudrait que la retraite ne soit pas prise avant 70 ans. Sarkozy et son gouvernement prétendent pouvoir rembourser leurs dettes d'ici 2020 et donc, assurer aux français une retraite sûre, notamment par l'allongement de la durée d'activité et de la durée d'assurance. Ils nous font partager leur utopie sur la possibilité d'assurer le financement de celles-ci en nous imposant de travailler plus longtemps ! Or, comme le revendique le PCF à ce sujet, « la retraite doit être une libération ». En effet, personne ne peut prévoir quelles seront

les conditions de travail des salariés d'ici là, car même si l'Etat promet de favoriser les plus modestes, nous savons tous ce que deviennent leurs promesses.

En définitive, ce combat est une des motivations pour lesquelles nous

« Ce combat est une des motivations pour lesquels nous nous sommes regroupés le premier mai, jour de la fête des travailleurs »

nous sommes regroupés le premier mai, jour de la fête des travailleurs et pour laquelle nous devons nous battre chaque jour, dans l'espoir d'obtenir une fin de vie meilleure ! Pour

la jeunesse, la retraite c'est encore bien loin et on y pense pas tous les jours mais la casse de la retraite aura des conséquences sur tout le système de protection sociale et le droit du travail.

Alors, se battre aujourd'hui pour défendre un acquis comme celui là, c'est préserver la solidarité entre les générations et assurer à tous un modèle social que les réformes doivent améliorer et non pas détruire. Les jeunes communistes viennent de tenir leur congrès et sont repartis avec l'envie de mener ce combat.

